

# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Mars 2026

[www.irsem.fr](http://www.irsem.fr)

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM  
Prix de thèse  
Événements  
IRSEM Europe  
Actualité des chercheurs

## [À VENIR \(p. 16\)](#)

## VIE DE L'IRSEM

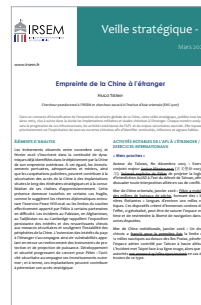
### DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



#### Étude 132 (12 mars)

« **L'écriture des constitutions en période de conflit armé – Étude interdisciplinaire** », par Anne-Hélène Bertana et Yaodia Sénou Dumartin (dir.), 86 p.

La présente étude est issue du colloque relatif à l'écriture des constitutions en période de conflit armé, tenu à Bordeaux le 11 avril 2024. Elle part du constat que dans le cadre d'un conflit armé la fin des hostilités ne suffit pas à garantir une paix durable. Celle-ci repose sur l'adoption d'un nouvel ordre politique et juridique, matérialisé par l'adoption d'une nouvelle constitution. Alors que la littérature se concentre sur les régimes juridiques d'exception ou les transformations institutionnelles induits par les conflits, l'étude analyse un aspect peu mis en lumière :



#### Veille 2 (26 mars)

« **Empreintes de la Chine à l'étranger** », par Hugo Tierny, 5 p.

Les événements observés entre novembre 2025 et février 2026 s'inscrivent dans la continuité de dynamiques déjà identifiées dans le déploiement par la Chine de son empreinte extérieure. À cet égard, les investissements portuaires, aéroportuaires et miniers, ainsi que les coopérations policières, peuvent contribuer à la sécurisation des accès de la Chine à des implantations situées le long des itinéraires stratégiques et à la consolidation de ses chaînes d'approvisionnement. Cette présence demeure toutefois en certains cas fragile,

comme le suggèrent les réserves diplomatiques entourant l'exercice *Peace Will-2026* ou les limites du soutien effectivement apporté par Pékin à certains partenaires en difficulté. Les incidents au Pakistan, en Afghanistan, au Tadjikistan ou au Cambodge rappellent l'exposition persistante des intérêts et des ressortissants chinois aux menaces sécuritaires et soulignent l'instabilité des périphéries de la Chine. L'extension des intérêts du pays à l'étranger s'accompagne ainsi de vulnérabilités appelant en retour un renforcement des instruments de protection et de projection de puissance. Développement et sécurité progressent de concert pour Pékin : l'activité sécuritaire accompagne ses investissements outre-mer ; et à terme, ces implantations peuvent contribuer à pérenniser son accès stratégique.

## PRIX DE THÈSE



[Audrey Pluta](#), chercheuse Afrique du Nord à l'IRSEM, s'est vu décerner la deuxième place du Prix de thèse 2026 de l'Académie diplomatique et consulaire (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) pour sa thèse « L'ordre de la démocratie. Syndicats policiers et professionnels de la "réforme" sécuritaire en Tunisie (2011-2021) » soutenue à Sciences Po Aix.



### Note de recherche 151 (30 mars)

« [La part du lion : Trump et les enjeux indivisibles](#) », par Elie Baranets, 21 p.

Pourquoi la politique étrangère de Trump produit-elle, avec une même méthode, des succès réels, des simulacres, des impasses et parfois l'escalade vers la force ? Cette note soutient que l'objectif de Trump n'est pas d'obtenir le meilleur accord possible mais de projeter l'image d'un président qui gagne. Lorsqu'un compromis substantiel peut aussi être présenté comme un gain personnel, la méthode produit des résultats effectifs. C'est ce qu'on observe avec les accords d'Abraham ou l'augmentation des dépenses de défense au sein de l'OTAN. Cependant la même logique peut aussi bloquer la négociation. Lorsque Trump fixe un seuil de victoire que seule une solution maximaliste peut franchir, plus aucun compromis disponible ne lui paraît suffisant. Il fabrique ainsi l'indivisibilité contre laquelle il vient ensuite buter. Si le gain espéré ne vient pas, il relance la mise sur le dossier suivant et le seuil monte d'un cran. L'argument est mis à l'épreuve sur une série de cas : les accords d'Abraham, l'OTAN, la Corée du Nord, le Groenland, le canal de Panama, le Nigeria, la crise entre la RDC et le Rwanda, et surtout l'Iran.

## ÉVÉNEMENTS

**9 mars : Séminaire « Fabulae Mundi : 6. Affordances narratives et communicationnelles : structurations dynamiques de l'action anticipée », avec Mylène Hardy (Inalco).**

Cette sixième séance a exploré le fonctionnement fin des narratifs stratégiques sous l'angle des affordances narratives et communicationnelles, en s'interrogeant sur les conditions discursives et interactionnelles qui rendent certaines mises en intrigue possibles et recevables. Reprenant le cadre ricœurrien de la triple mimésis – préfiguration, configuration, refiguration –, l'intervention de Mylène Hardy a proposé une approche communicationnelle centrée sur un aspect encore peu examiné dans la littérature sur les récits stratégiques : la place de la préfiguration en tant que phase préparatoire au travail de configuration narrative. L'intervenante a montré que la mise en récit, notamment sur les réseaux sociaux, ne surgit pas *ex nihilo* mais se trouve préparée en amont par un ensemble d'affordances linguistiques et sociotechniques – formes lexicales et syntaxiques, mots-dièse, dispositifs de circulation – qui structurent les trajectoires de mise en intrigue et favorisent leur stabilisation progressive. En reliant les recherches sur les prédiscours aux mécanismes psychologiques que Cialdini a vulgarisés sous le terme de « pré-suasion », la réflexion a mis en lumière la manière dont ces éléments préparatoires installent des configurations particulières qui orientent la lecture de l'action à venir au fil des circulations discursives. En inscrivant la communication dans sa dimension dynamique et organisante, cette séance a ainsi enrichi l'appareil conceptuel du séminaire en y intégrant la question des conditions de possibilité en amont de la narrativisation stratégique, tout en approfondissant la réflexion sur l'articulation entre dispositifs sociotechniques et production du sens politique.

Paul CHARON

**10 mars : Book Club 2 « Les Fronts de l'Est : Les femmes engagées dans la guerre en Ukraine », avec Ioulia Shukan.**



La deuxième séance du Book Club « Fronts de l'Est » qui s'est tenue le 10 mars à l'École militaire, portait sur les femmes dans la guerre en Ukraine. L'invitée était la sociologue Ioulia Shukan, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, rattachée au Centre d'études russes, caucasiennes, est-européennes et centrasiatiques (CERCEC). Elle mène des enquêtes ethnographiques en Ukraine depuis 2014, s'intéressant au soin apporté aux corps mutilés par la guerre. Son dernier livre, *Citoyennes soignantes. Guerre, femmes et fabrique du commun en Ukraine*, présente une micro-histoire des Sœurs de la miséricorde ATO/Kharkiv et envisage la guerre au prisme de l'histoire humaine, celle de femmes ukrainiennes et des particularités de leur mobilisation à l'arrière des combats. Fruit de neuf années d'enquête et d'observation participante, cette étude permet de comprendre la force du lien social et des solidarités citoyennes au fondement même de la société ukrainienne et, par-delà, sa capacité à résister face à l'agression russe. La séance a été animée par [Céline Marangé](#), chercheuse à l'IRSEM, et la commandant Nathalie Thibault de l'Observatoire des conflits du Centre d'études stratégiques Terre (CES-T).

Céline MARANGÉ

**10 mars : Séminaire « Évolution et modernisation de l'industrie de défense aéronautique chinoise depuis 1949 », avec Ariane Thévenet (Université de Lille et Inalco).**

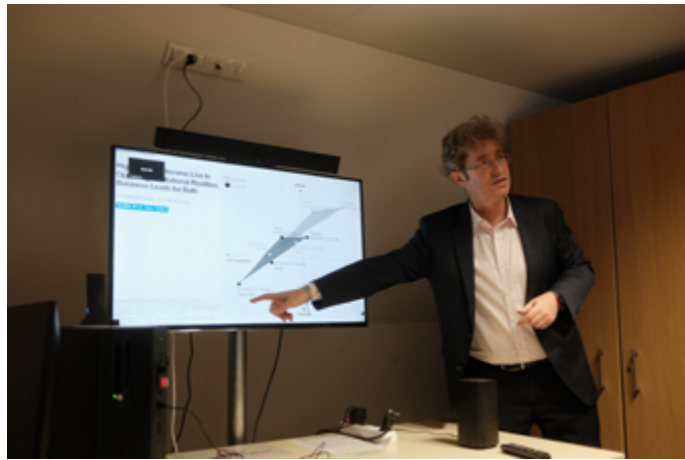


La présentation d'Ariane Thévenet a porté sur l'évolution de 1949 à nos jours de l'industrie aéronavale militaire chinoise. Elle a souligné l'importance des progrès, les limites ainsi que les nouveaux enjeux de ce secteur militaire qui s'inscrit aussi dans la volonté de Pékin de renforcer l'armée en maintenant une autonomie stratégique. Si la première période de construction et de consolidation de la défense aéronavale (1949-1978) constitue le point de départ, elle n'est pas marquée par des progrès majeurs pour la composante militaire (armée de l'air) que Mao Zedong ne juge pas prioritaire. Cette première étape de la (re)construction des forces aériennes militaires repose sur deux moyens. Le premier est la récupération du matériel laissé par les forces japonaises (pièces détachées et usines situées dans le nord-est de la Chine). Des experts japonais, forcés de rester en Chine, ont été contraints de travailler pour cette nouvelle industrie militaire. Cependant c'est surtout la coopération avec l'URSS de 1951 à 1960 qui constitue un apport important pour l'armée de l'air en proposant des transferts massifs d'appareils (avions de chasse et bombardiers), des échanges d'ingénieurs (plus de 1 000 conseillers) et la construction d'usines. La rupture avec le Grand Frère soviétique (1960) ajoutera aux préjudices subis pendant la période du Grand Bond en avant (1958-1961) et pendant la Révolution culturelle (1966-1976). Lorsque la seconde période (1978-2000) s'ouvre, la RPC accuse un retard important difficile à combler. Si le tissu productif s'étoffe avec la création des entreprises Norinco en 1980 et Guizhou Aircraft Industrie Corporation en 1993, ce n'est qu'à partir des années 2000 (troisième période)

que l'aéronautique militaire chinoise décolle, notamment grâce à la reproduction (licence et rétro-ingénierie) et la production locale de technologies. La décision de renforcer la fusion industrielle entre les productions militaire et civile (2006) lui permet de faire d'importants progrès. La Chine possède aujourd'hui la 1<sup>re</sup> flotte aéronavale d'Asie et la 3<sup>e</sup> au monde avec 2 500 aéronefs hors drones, dont 2 000 avions de combat. Toutefois seuls 40% de cette flotte peut rivaliser avec celle des États-Unis. Selon le SIPRI, en 2020, le budget militaire chinois était de 293 milliards de US\$ dont 20% (soit l'équivalent du budget de la défense de la France) étaient alloués à l'aéronautique militaire. Si la Chine a également augmenté ses exportations dans le domaine, elle conserve pour elle les variantes les plus avancées, à l'exemple des J-20. Parmi les problèmes et les obstacles soulignés par Ariane Thévenet, on retiendra la dépendance chinoise aux technologies étrangères, la corruption endémique et la qualité des appareils produits. Enfin, l'enjeu majeur pour renforcer cette composante de l'APL réside aujourd'hui dans l'incorporation des technologies de l'IA. L'usine de Shenyang collabore ainsi avec l'entreprise DeepSeek pour l'équipement des chasseurs furtifs et le projet « Red Eyes » (pilote virtuel) des drones de combats.

**Carine PINA**

**11 mars : Séminaire « Business and the Weaponization of Economic Interdependence », avec Emlyn Korngold (Edelman France).**



Le 11 mars 2026 s'est tenue en salle Saint-Exupéry la première séance du séminaire « Business and the Weaponization of Economic Interdependence », co-organisé par Olivier Chatain (HEC Paris et chercheur associé à l'IRSEM) et Jeremy Ghez (HEC Paris) en partenariat avec l'IRSEM ([Paul Charon](#)). Emlyn Korngold, co-PDG d'Edelman France, y a présenté les principaux enseignements du Trust Barometer annuel, une enquête menée dans 28 pays auprès de 34 000 répondants et portant sur la confiance accordée aux quatre grandes institutions de nos sociétés : gouvernements, entreprises, ONG et médias. Le tableau dressé est saisissant : les pays les plus anciens et à croissance lente – dont la France, avant-dernière avec seulement 6 % des répondants estimant que la prochaine génération vivra mieux – affichent les niveaux de confiance les plus bas, tandis qu'une fracture croissante entre hauts et bas revenus structure les dynamiques de défiance depuis 2012.

Au-delà du diagnostic, la présentation a mis en lumière deux tendances lourdes aux implications directes pour les entreprises opérant dans un monde fragmenté. D'une part, la montée de l'insularité (la réticence à faire confiance à des personnes qu'on ne côtoie pas), qui touche désormais 70 % de la population mondiale et se traduit par du désengagement au travail et un repli nationaliste dans les choix de consommation. D'autre part, la recomposition des vecteurs de confiance : si les institutions traditionnelles (gouvernements, médias) continuent de s'éroder, les entreprises bénéficient d'un capital de confiance relatif – à condition de ne pas chercher à « changer les gens », mais à faciliter le dialogue entre groupes divergents.

**Olivier CHATAIN**

**24 mars : PDSF – Table ronde «Reconquérir l'espace narratif : théories et pratiques des contre-récits stratégiques».**

Cette table ronde, organisée par l'IRSEM dans le cadre du Forum de Paris pour la défense et la stratégie (PDSF), a réuni des praticiens et des chercheurs issus des sphères académique, diplomatique, culturelle et de la défense autour d'une interrogation centrale : comment produire des contre-récits capables de contester les récits adverses sans reproduire les procédés manipulateurs qu'ils mettent en œuvre? En introduction, [Paul Charon](#) (IRSEM) a posé une hypothèse volontairement provocatrice : à strictement parler, les récits stratégiques n'existent pas ; il n'y a que des contre-récits, dans la mesure où aucun acteur ne prend la parole dans un espace vierge et où toute prise de parole stratégique constitue, qu'elle le sache ou non, une réponse. Soulignant l'angle mort considérable que représente l'absence quasi complète, dans la littérature en relations internationales, d'une réflexion systématique sur la manière dont les États répondent aux récits des autres (par contraste avec les travaux désormais abondants sur la projection narrative), il a rappelé les limites du réflexe dominant de la simple réfutation factuelle : les récits adverses ne triomphent pas sur le terrain de l'exactitude mais sur celui du sens, en offrant des explications cohérentes, des satisfactions émotionnelles et des raccourcis identitaires qui se logent dans les fractures préexistantes des sociétés qu'ils visent. La discussion entre les quatre panélistes, structurée en trois temps, s'est d'abord attachée à circonscrire la notion de récit stratégique et à établir ce qui le distingue de la propagande classique ou du simple message diplomatique. Maxime Audinet (Inalco), qui travaille sur les stratégies d'influence russes, a rappelé la définition du concept et analysé les raisons de l'investissement massif des régimes autoritaires dans ce registre. Maxime Lebrun (Centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides) a confronté cette approche théorique à l'expérience opérationnelle du Centre d'excellence contre les menaces hybrides, en s'interrogeant sur l'opérationnalité du concept pour les institutions amenées à y répondre au quotidien. Marie-Doha Besancenot (MEAE) a éclairé les enjeux de coordination interne au sein du réseau diplomatique français, où l'élaboration d'une stratégie commune de communication stratégique suppose de faire converger des conceptions parfois hétérogènes du contre-récit. Eve-Lise Blanc-Deleuze (mission cinéma du ministère des Armées) a quant à elle introduit le regard du monde culturel en montrant comment le cinéma, les séries ou les jeux vidéo mobilisent d'autres catégories que celles du discours stratégique pour désigner des réalités voisines. Le deuxième temps de la réflexion a porté

sur la résistance des récits adverses : les intervenants ont examiné les facteurs qui expliquent leur efficacité ainsi que les erreurs récurrentes des démocraties occidentales dans leurs tentatives de réponse. Le troisième temps a exploré les architectures narratives et les leviers susceptibles d'être mobilisés, du recours à la fiction et à l'émotion comme vecteurs de contre-récit indirect à la coordination interministérielle et interalliée des dispositifs de communication stratégique. La séance s'est conclue par un échange nourri avec la salle.

Paul CHARON

**24 mars : PDSF – Table ronde « Les échecs du renseignement : comment les corriger et les éviter ? ».**



Organisée par le Collège du renseignement en Europe (CRE) à l'occasion du PDSF 2026, la table ronde consacrée aux échecs du renseignement a rencontré un vif succès, rassemblant un public nombreux. Animée par [Clément Renault](#) (IRSEM), la discussion a réuni Bjørn Grønning de la Norwegian Intelligence School (NORIS), Daniel Lomas de l'université de Nottingham et Philippe Silberzahn de l'EM Lyon. Les interventions ont permis de discuter des facteurs majeurs d'échec des services de renseignement, qu'il s'agisse des limites de l'analyse, des dynamiques bureaucratiques ou des trajectoires de collecte de renseignement. Cette table ronde, seul événement consacré au renseignement dans le cadre du PDSF 2026, a ainsi rappelé l'intérêt d'un public très large pour ce sujet et démontré que si les échecs sont inévitables, ils peuvent toutefois être appréhendés par les acteurs et les organisations comme des sources d'apprentissage et d'adaptation.

Clément RENAULT

**24 mars : PDSF – Table ronde « Le soutien militaire et humanitaire à l'Ukraine : peut-on faire plus et mieux ? ».**

À l'occasion du Forum de sécurité et de défense de Paris (PDSF), l'IRSEM a organisé, le jour de l'ouverture, le 24 mars, une séquence sur « Le soutien militaire et humanitaire à l'Ukraine : peut-on faire plus et mieux ? ». Cinq intervenants ont abordé la problématique du soutien militaire et de l'assistance aux blessés sous différents angles : le général de division Ivan Martin, en charge de l'anticipation stratégique au sein de l'état-major des armées, ancien attaché de défense à Kyiv de 2023 à 2025 et à Moscou de 2019 à 2021 ; la Pr Ioulia Shukan de l'EHESS, spécialiste de l'appareillage et de l'accompagnement des amputés de guerre ; la Pr Marion Trousselard de l'École des psychologues praticiens, ancienne médecin et chercheuse du Service de santé des armées, experte en neurophysiologie du stress et dans la prise en charge de masse des syndromes post-traumatiques ; le général de brigade (2s) Bertrand Boyard, conseiller spécial du président d'Arquus, expert des industries de défense françaises et européennes opérant en Ukraine ; et le capitaine Malcolm Pinel de la Chaire de stratégies aériennes et spatiales appliquées de l'armée de l'Air et de l'Espace, spécialiste russophone de la puissance militaire aérospatiale. La séance était modérée par [Céline Marangé](#) et [Victor Violier](#), chercheurs à l'IRSEM.

Céline MARANGÉ

**24 mars : PDSF – « Vers une alliance dirigée par l'Europe ? Alliances, autonomie et adaptation dans un ordre mondial en mutation ».**

Dans le cadre de la troisième édition du Paris Defence and Strategy Forum (PDSF), l'IRSEM et la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) ont organisé une table ronde proposée par [Maud Quessard](#) (IRSEM), consacrée à l'évolution du rôle européen au sein de l'Alliance atlantique. La discussion, modérée par Amélie Zima (IFRI), a réuni Jonathan Paquin (Université Laval), Andrew Novo (Georgetown University), Peter Thompson (National Defense University) et [Samuel Faure](#) (IRSEM). La session a été ouverte par le général de corps aérien Cyril Carcy, représentant militaire de la France auprès de l'OTAN et de l'Union européenne. Dans son intervention introductive, il a d'abord identifié les principales menaces à l'horizon 2030, caractérisées par l'intensification de la compétition stratégique entre grandes puissances, la persistance de la menace russe en Europe, ainsi que par la transformation du caractère de la guerre. Dans ce contexte, il a souligné l'importance d'un réveil stratégique européen et d'un renforcement des capacités militaires

des États européens afin de contribuer davantage à la sécurité collective au sein de l'OTAN.

Les échanges ont ensuite porté sur les conditions d'un renforcement du pilier européen au sein de l'Alliance. Dans une perspective historique, Andrew Novo a rappelé que les alliances évoluent constamment en fonction des transformations de l'environnement stratégique. Le renforcement du rôle européen dans l'OTAN doit ainsi être compris comme une adaptation progressive de l'Alliance plutôt que comme une rupture de son architecture.

De son côté, Jonathan Paquin a souligné l'importance des équilibres politiques propres aux alliances et a insisté sur le rôle du partenariat entre le Canada et l'Europe, qu'il considère comme un élément essentiel de la coopération transatlantique et de la cohésion de l'OTAN.

Les discussions ont également mis en évidence l'importance croissante des facteurs économiques et industriels dans les équilibres stratégiques contemporains. Peter Thompson a ainsi rappelé que la montée des logiques géoéconomiques et l'évolution du caractère de la guerre renforcent le rôle de la puissance industrielle et de la résilience économique dans la compétition stratégique. Il a également souligné que la recherche d'une plus grande autonomie stratégique européenne ne peut être efficace qu'à condition de s'appuyer sur une vision stratégique partagée entre alliés.

Enfin, Samuel Faure a évoqué les enjeux liés à la base industrielle et technologique de défense européenne. Les débats ont mis en évidence que le défi principal pour les Européens ne réside pas seulement dans le niveau global des ressources, mais dans un déficit capacitaire persistant, notamment en matière de volumes de munitions, de masse et de capacités efficaces à coût maîtrisé.

En conclusion, les intervenants ont souligné que la question centrale n'est pas tant de savoir si l'Europe dispose des ressources nécessaires pour jouer un rôle accru au sein de l'Alliance, mais plutôt quelles capacités développer et dans quel objectif stratégique afin de renforcer durablement la sécurité collective dans un environnement international en mutation.

**Estelle PASCAL**

## **25 mars : PDSF – Table ronde « Durabilité environnementale, durabilité opérationnelle : les armées à l'épreuve du temps ».**

La table ronde « Durabilité environnementale, durabilité opérationnelle : les armées à l'épreuve du temps », tenue le 25 mars 2026 dans l'amphithéâtre Raoul Castex, a réuni cinq intervenants et deux modérateurs issus de l'École de guerre pour discuter de la convergence des enjeux de défense et environnementaux.

Noémie Rebière, cheffe du projet DEFENDRE au sein du think tank The Shift Project, a introduit les échanges en mettant en avant le rôle déterminant des dépendances aux ressources énergétiques et minérales, dans un contexte marqué par l'instabilité géopolitique et les contraintes climatiques.

Ensuite, Pierre Hrycaj, rattaché à la préfecture d'île-de-France, a proposé de penser la maîtrise des conséquences des crises écologiques comme un objectif stratégique, articulant politiques de transition et outils régaliens. [Marine de Guglielmo Weber](#), chercheuse au sein du domaine AED de l'IRSEM, a orienté le débat vers l'intégration de la durabilité environnementale au sein des organisations de défense en contexte de préparation à la guerre, en s'appuyant sur une analyse des pays nordiques, qui fera l'objet d'une publication de l'IRSEM en 2026. Le commandant Aurélien Trébouvil, officier de synthèse de fonction mobilité à l'État-major de l'armée de terre (EMAT) a souligné que les armées ont engagé un tournant en matière de réflexion stratégique et d'action face aux enjeux du changement climatique et aux contraintes énergétiques. Toutefois, dans le domaine des équipements, ces dynamiques demeurent fragiles, soulevant la question des réflexions stratégiques complémentaires à conduire sur le plan capacitaire. Enfin, Emma Dousset, adjointe au sous-directeur des risques, de l'environnement et du développement durable au sein de la Direction des territoires, de l'immobilier et de l'environnement (DTIE), a présenté la stratégie de « défense durable » du ministère des Armées et ses modalités de mise en œuvre.

L'ensemble des interventions a souligné la nécessité de concilier les exigences de la transition écologique avec les impératifs opérationnels au sein des politiques de défense contemporaines.

La modération était assurée par l'ingénieur principal militaire d'infrastructure Eric Ehlinger et le commissaire principal Pierre-Emmanuel Guennec, officiers stagiaires de la 33<sup>e</sup> promotion de l'École de guerre (EDG).

**Marine de GUGLIELMO-WEBER et Océane ZUBELDIA**

**25 mars : Conférence-débat « Les États-Unis face à la recomposition des alliances dans un monde en mutation : revirements stratégiques, rivalités de puissance et fragmentation de l'ordre international », IRSEM/OPEXAM/Sorbonne nouvelle.**

Le 25 mars, l'Observatoire de la politique extérieure américaine (OPEXAM), en partenariat avec l'Université Sorbonne nouvelle et l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), a organisé une conférence consacrée aux transformations contemporaines des alliances internationales dans un contexte de recomposition de l'ordre mondial. Intitulée « The United States and the Recomposition of Alliances in a Changing World », la rencontre a réuni trois spécialistes nord-américains : Andrew Novo, professeur de Strategic Studies à la National Defense University à Washington et chercheur associé au programme Transatlantic Defence and Security du Centre for European Policy ; Peter Thompson, professeur au College of International Security Affairs de la National Defense University ; et Jonathan Paquin, professeur de science politique et directeur de l'École supérieure d'études internationales de l'Université Laval. La discussion était modérée par [Maud Quessard](#) (IRSEM) et Jean-Baptiste Velut (Université Sorbonne Nouvelle).

Les échanges ont porté sur les transformations des alliances militaires, politiques et économiques dans un environnement international marqué par le retour de la compétition entre grandes puissances et par la fragmentation progressive de l'ordre libéral international. Les évolutions géopolitiques récentes semblent en effet suggérer un possible basculement : celui d'un ordre international largement structuré par le droit et les institutions multilatérales vers un système davantage dominé par les rapports de puissance et des logiques plus transactionnelles. Dans cette perspective, les intervenants se sont interrogés sur la nature de ces transformations : assistons-nous à une rupture durable dans l'ordre géopolitique et dans les relations des États-Unis avec leurs alliés, ou s'agit-il plutôt d'une fluctuation conjoncturelle dans un système international toujours structuré par des institutions et des partenariats anciens ?

La figure de Donald Trump a également été discutée comme possible moteur ou symptôme de ces évolutions. Jonathan Paquin a souligné l'importance des dynamiques de politique intérieure américaine, marquées par une polarisation accrue, une lassitude vis-à-vis des engagements internationaux et des divisions croissantes au sein de la société américaine, pour expliquer les inflexions observées dans la politique étrangère des États-Unis. Andrew Novo, pour sa part, a insisté sur la dimension systémique

de ces transformations, en soulignant la transition progressive d'un ordre international unipolaire dominé par les États-Unis vers un système plus multipolaire, dans lequel de nouvelles puissances contestent les équilibres établis et redéfinissent les logiques d'alignement.

Dans ce contexte, les intervenants ont également évoqué les stratégies d'adaptation des alliés des États-Unis. Ceux-ci sont aujourd'hui confrontés à la nécessité de défendre plus explicitement leurs intérêts nationaux tout en préservant les cadres de coopération existants. Plusieurs exemples ont illustré ces dynamiques, notamment la volonté de certains partenaires de diversifier leurs dépendances stratégiques et industrielles. Le cas du Canada, qui cherche à renforcer la résilience de ses chaînes d'approvisionnement militaires tout en maintenant un partenariat étroit avec Washington, a été évoqué comme une illustration de ces ajustements.

Enfin, les discussions ont souligné les incertitudes qui entourent l'évolution future des alliances occidentales, notamment à l'approche des prochaines échéances électorales américaines. Les élections de mi-mandat aux États-Unis pourraient en effet remodeler profondément les équilibres politiques internes et, par conséquent, influencer les orientations de la politique étrangère américaine et la nature de ses relations avec ses partenaires.

Dans un contexte international marqué par des recompositions rapides et parfois imprévisibles, la conférence a ainsi mis en lumière les tensions croissantes entre continuité et transformation dans les alliances contemporaines, tout en soulignant l'importance des dynamiques domestiques et systémiques dans l'évolution de la politique étrangère des États-Unis.

**Estelle PASCAL**

**26 mars : PDSF – Keynote « Évolutions et enjeux de la souveraineté numérique à l'ère de l'intelligence artificielle ».**

Le 26 mars, au Paris Defence and Strategy Forum, l'IRSEM et la Chaire souveraineté numérique et cyber de l'IHEDN ont coorganisé une keynote sur la souveraineté numérique à l'ère de l'IA. Modérée par [Yves Auffret](#) (IRSEM) et Esther Noël (Chaire IHEDN), elle a réuni Aude Géry (VIGINUM) et Joffrey Célestin-Urbain (Campus Cyber). Les échanges ont porté sur les usages et les limites du concept de souveraineté numérique, ainsi que sur les dépendances et les leviers d'autonomie stratégique dans un environnement numérique interdépendant.

**Yves AUFFRET**

**27 mars : Workshop « Decoding Russian Military Power with AI-Generated Intelligence », IRSEM/Stratbase.**

Adam Stulberg, professeur à la Sam Nunn School of International Affairs de Georgia Tech, et Stéphane de Spiegeleire, *principal scientist* au Hague Center for Strategic Studies, sont venus présenter à l'IRSEM leur outil d'analyse de la politique étrangère russe intégrant l'intelligence artificielle. Le projet RuBase sur lequel ils travaillent depuis maintenant dix ans vise à identifier des nouvelles manières de travailler sur la politique étrangère et de sécurité de la Russie, dans le contexte contemporain, en particulier depuis la fermeture du terrain russe consécutivement à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Ces deux experts de la Russie, formés dès les années 1980 à l'étude de la politique étrangère soviétique, sont venus présenter leur outil et ont proposé aux chercheurs et experts présents de le tester en leur y donnant un accès après leur présentation. Leur présentation et le test de l'outil développé par RuBase ont donné lieu à de très riches échanges et discussions dont nous espérons qu'elles pourront déboucher sur de futures collaborations.

**Victor VIOLIER**

**IRSEM EUROPE****4 mars : Brown Bag Seminar « Union européenne-Inde : rapprochement durable ou partenariat de circonstance ? », avec Sylvia Malinbaum.**

Lors du séminaire, Sylvia Malinbaum, experte de l'Inde et de l'Asie du Sud à l'IFRI, a présenté son étude « Union européenne-Inde : rapprochement durable ou partenariat de circonstance ? », parue fin février 2026. Elle y analyse le resserrement récent des liens entre l'UE et l'Inde, notamment depuis la signature de l'accord de libre-échange au sommet de janvier 2026, en explorant ses ressorts, ses évolutions et ses limites.

L'avenir de ce partenariat dépend toutefois de l'évolution des relations de l'Inde avec la Russie, la Chine et les États-Unis, ainsi que de sa capacité à concilier intérêts pragmatiques et engagements internationaux.

**10 mars : Séminaire « Beyond the US Umbrella? Scenarios for European Nuclear Deterrence at a Crossroads ».**



Le 10 mars 2026, un séminaire organisé conjointement par IRSEM Europe et le SWP a réuni plusieurs spécialistes autour d'une question cruciale : « Au-delà du parapluie américain ? L'avenir de la dissuasion nucléaire européenne à la croisée des chemins ». Animé par André Härtel, directeur du bureau bruxellois du SWP, le panel a donné la parole à Liviu Horowitz (SWP, Allemagne), Emmanuelle Maitre (FRS, France) et Wyn Bowen (King's College London, Royaume-Uni).

Les discussions ont fait ressortir plusieurs points clés. La dissuasion avancée française apparaît comme un élément cohérent d'une politique de défense européenne plus intégrée, conçue pour compléter les garanties de l'OTAN tout en renforçant sa propre crédibilité auprès des partenaires du continent. Les débats sur le nucléaire ne résonnent pas de la même manière partout : ils sont plus vifs dans l'opinion publique allemande qu'au Royaume-Uni, où un consensus transpartisan prévaut encore.

Cette rencontre a offert un éclairage précieux sur les stratégies de dissuasion en Europe et sur les défis complexes de leur coordination dans un environnement international de plus en plus imprévisible.

**18 mars : Conférence « Drone Governance in Europe: Innovation, Security and Defence ».**



À Bruxelles, le 18 mars 2026, les locaux d'IRSEM Europe ont accueilli, en partenariat avec le Centre sur la gouvernance sécuritaire et de crise (CRITIC) du Collège militaire royal de Saint-Jean et Carnegie Europe, la conférence « Drone Governance in Europe: Innovation, Security and Defence ».

Cet événement a eu lieu dans la continuité du plan d'action publié par la Commission européenne sur la sécurité des drones et les systèmes de lutte anti-drones (11 février 2026). Ainsi, elle a pour objectif de réunir pour la toute première fois, les initiatives existantes, au sein d'un cadre cohérent et lisible.

Dans un contexte marqué par la multiplication d'incurSIONS de drones non identifiés dans l'espace aérien de plusieurs États membres (aéroports), de destruction de sites sensibles (raffineries au Moyen-Orient), et de bâtiments d'habitation civils (hôtels, logements), de blocage en mer (détroit d'Ormuz), ces nombreux exemples montrent l'urgence d'apporter une réponse coordonnée et d'agir rapidement.

L'essor rapide et la diffusion des technologies de drones redessinent en profondeur les équilibres sécuritaires. Entre opportunités industrielles, usages duals et menaces hybrides, l'Europe se trouve confrontée à des choix structurants. Dans un environnement international instable, elle doit non seulement anticiper les évolutions technologiques, mais aussi affirmer une capacité d'action et de régulation à la hauteur des enjeux.

Les intervenants ont inscrit leur réflexion en ce sens : Elisa Royer (Defense Policy Advisor, Security and Defense Policy Directorate, European External Action Service), Raluca Csernatonî (Fellow, Carnegie Europe), [Océane Zubeldia](#) (directrice du domaine Armement et économie de défense, IRSEM), et Bruno Oliveira Martins (Senior Researcher, Peace Research Institute Oslo, PRIO).

Les discussions ont été modérées par Chantal Lavallée, chercheuse associée à l'IRSEM et professeure agrégée en études internationales et directrice de CRITIC.

Dans cette perspective, les intervenants ont proposé de concilier innovation et impératifs de sécurité à la fois de manière efficace et inclusive. Parallèlement, ils ont proposé des modèles de gouvernance à privilégier face à des technologies en constante mutation. Et pour finir, ils ont répondu à la question de l'adaptation des instruments publics et de l'accélération des cycles d'innovation.

L'audience a réuni une trentaine de personnes issues d'horizons diplomatique, militaire, académique et industriel.

**Océane ZUBELDIA**

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



### CNE Yves AUFFRET

- Intervention : « Penser l'escalade face aux limites de la dissuasion dans le domaine cyber », colloque « Le rôle du cyber dans les conflits contemporains – Quelle place dans l'escalade ? Quelle articulation avec les autres domaines de la conflictualité ? »,

CIENS, ENS, Paris, 19 mars.

- Modération, avec Esther Noël (Chaire souveraineté numérique et cyber de l'IHEDN), de la conférence « Évolutions et enjeux de la souveraineté numérique à l'ère de l'intelligence artificielle », keynote PDSF 2026, École militaire, Paris, 26 mars.



### Élie BARANETS

- Publication : « [La part du lion : Trump et les enjeux indivisibles](#) », Note de recherche 151, IRSEM, 30 mars.



### David CADIER

- Auditionné par la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale dans le cadre d'une séance à huis clos sur l'actualité géostratégique des conflits au Moyen-Orient et en Ukraine, avec Isabelle Lafargue (IRSEM), présentation « Les évolutions conjointes de la guerre Russie-Ukraine et de la relation transatlantique », Assemblée nationale, 25 mars.

- Présentation : « La guerre Russie-Ukraine et l'affirmation de l'Union européenne comme acteur géopolitique », séminaire franco-chinois de haut niveau organisé par la Direction de l'enseignement militaire supérieur (DEMS), 31 mars.



### Paul CHARON

- Cité par Émilie Gavaille, « Comment les séries racontent la guerre... pour mieux nous y préparer en vrai? », *Télérama*, 6 mars.

- Cité par Fabien Escalona, « Comment allier les puissances moyennes? Ce qui manque à la doctrine Mark Carney », *Mediapart*, 7 mars.

- Organisation et animation du séminaire « Fabulae Mundi : Affordances narratives et communicationnelles :

structuration dynamiques de l'action anticipée», IRSEM, 9 mars.

- Conférence : « Architectures de l'invisible. Les évolutions récentes des stratégies informationnelles chinoises », séminaire d'Olivier Forcade, Sorbonne, 10 mars.

- Conférence : « Désinformation et risques informationnels », IFACI, 11 mars.

- Double conférence : « Hidden by design. China's evolving information strategies », KCSI seminar, King's College London, 16 mars ; et « Winning without fighting. China's information strategies against Taiwan », King's College London, 17 mars.

- Organisation et modération du panel : « Reconquérir l'espace narratif : théories et pratiques du contre-récit stratégique », avec Marie-Doha Besancenot, Eve-Lise Blanc-Deleuze, Maxime Audinet et Maxime Lebrun, Forum de Paris pour la défense et la stratégie (PDSF), 25 mars.

- Cité par Raphaël Raffray, « Cyberattaques contre l'UE et ses États membres : l'Europe passe à l'offensive contre la Chine et sanctionne certaines de ses entreprises », BFM, 26 mars.



### Fatiha DAZI-HÉNI

- Entretien avec Gwenaëlle Lenoir, « Guerre au Moyen-Orient : « Le pire cauchemar des pays du Golfe se réalise » », Mediapart, 1<sup>er</sup> mars.

- Interview par Quentin Lafaye, « [Moyen-Orient : les pays du Golfe belligérants malgré eux ?](#) », France Culture, 3 mars.

- Conférence : « Les guerres du Golfe : chronique d'un échec international pour stabiliser le Moyen-Orient », Sciences Po Lille, 5 mars.

- Interview : « La situation des pays du Golfe dans la guerre israélo-américaine contre l'Iran », Journal de 12h30, France Info, 8 mars.

- Publication : « [La troisième guerre du Golfe, un tournant majeur de l'architecture régionale](#) », *Orient xxi* (traduit en anglais, arabe et persan), 12 mars.

- Conférence : « Les stratégies de survie des régimes autoritaires : Entre "modernisation" et "libération" dans les États arabes contemporains », Université catholique de Lille - ESPOL, 12 mars.

- Entretien avec François-Guillaume Lorrain, « Le Qatar s'est spécialisé dans la médiation des acteurs régionaux dits infréquentables », *Le Point*, 12 mars, p. 70.

- Interviewée par Estelle Martin, « Le 64 Minutes » : « [Les Émirats arabes unis paient leur alliance avec les États-Unis](#) », TV5 Monde, 15 mars.

- Invitée par Anne-Emmanuelle Isaac, « [Guerre au Moyen-Orient : pourquoi l'Iran s'acharne sur les émirats](#) », Journal de 13 heures, TV Figaro, 17 mars.

- Invitée par Guillaume Ernet, « Les Enjeux internationaux » : « [Les monarchies du Golfe doivent-elles reconsidérer leurs stratégies de défense ?](#) », France Culture, 18 mars.

- Conférence : « Dérégulation internationale, multipolarité et désordre régional au MO post-7 octobre », Université catholique de Lille - ESPOL, 19 mars.

- Invitée par Xavier Mauduit, « Le Cours de l'Histoire » : « [Les monarchies du Golfe, la diplomatie se noie dans le pétrole](#) », France Culture, 24 mars.

- Intervention : « UAE Foreign Policy at Stake in the Red Sea and the Horn », au séminaire Security Challenges in the Red Sea and the Horn of Africa en présence de chercheurs et enseignants de l'université d'Oslo et de chercheurs de Mediterranean Platform, Norwegian Policy Institute d'Oslo (NUPI), Oslo, Norvège, 25 mars.

- Conférence : « Situer le Moyen-Orient dans les théories RI : rivalités et crises régionales », Université catholique de Lille - ESPOL, 26 mars.

- Interviewée par Sami Zaïbi, « [L'Arabie saoudite estime qu'elle n'a aucune leçon à recevoir de l'Occident](#) », Heidi News, 27 mars.

- Conférence sur l'économie politique du monde arabe dans le contexte de la dérégulation du monde, Master cours transversal Asie – Moyen-Orient, Sciences Po Lille, 31 mars.



### Samuel B.H. FAURE

- Communication : « The Future of European Defence and Security Architecture », Conférence Olivaint de Belgique, Bruxelles, 6 mars.

- Enseignement : « European Foreign and Defence Policies », Japan Spring School, Sciences Po Paris, 10-11 mars.

- Communication : « Towards a European-led NATO? Alliances, Autonomy, and Adaptation in a Shifting World Order », Forum de Paris pour la défense et la stratégie (PDSF), 24 mars.

- Communication: avec Maud Quessard et Océane Zulfeldia, rencontre avec les membres du programme *Personnalités d'Avenir* France-Canada (avec Laurent Borzillo et Chantal Lavallée), 25 mars.

- Communication : « Utiliser l'autonomie stratégique européenne pour maintenir des rentes nationales. Le cas de la Base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) », Université Sorbonne Nouvelle, 27 mars.

- Publication : « [Réarmer l'Europe : comment dépasser l'archipélisation politique et industrielle ?](#) », *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 27 mars.



**Martial FOUCAULT**

- Publication : « [FRANCE – L'année politique 2025](#) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], mars 2026.



**Marine de GUGLIELMO WEBER**

- Médias : « Autour de la question » : « [Jusqu'où aller dans les nuages ?](#) », RFI, 9 mars.

- Intervention à la table ronde « Durabilité environnementale, durabilité opérationnelle : les armées à l'épreuve du temps », Paris Defense Strategy Forum, 25 mars.

- Intervention à la table ronde « Ensemencement, réchauffement climatique et obstacles juridiques : le nuage, un objet à la croisée des enjeux », Sciences Po Paris, 26 mars.

- Intervention à la table ronde « Dans la peau d'un nuage », Cité des Sciences et de l'Industrie, 29 mars.



**CNE Béatrice HAINAUT**

- Présentation des travaux de recherche au sein du Commandement de l'Espace (CDE), 10 mars.

- Audition au profit de l'Agence européenne de défense relative à la marchandisation de la ressource spectre/orbite, 12 mars.



**Marie HILIQVIN**

- Intervention dans un lycée à Lille, 12 mars.



**Isabelle LAFARGUE**

- Auditionnée sur le conflit en Iran, ses répercussions sur la stabilité régionale et ses implications pour la France par la Commission de la défense et des forces armées de l'Assemblée nationale dans le cadre d'une séance à huis clos sur l'actualité géopolitique et géostratégique, 25 mars.



**Maxime LAUNAY**

- Communication : « La construction de l'ennemi "rouge" dans les dispositifs militaires français en temps de guerre froide », colloque international « L'ennemi rouge. La figure communiste dans les processus d'ennemisation contemporains (XX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles) », Université Paris-Cité/EHESS, 12 et 13 mars.

- Communication : « Le retour du service militaire en Europe », webinaire du trinôme académique Orléans-Tours, 18 mars.

- Intervention, avec Noëlline Castagnez et Olivier Dard, à la table ronde consacrée à l'anticommunisme pendant la guerre froide, demi-journée d'étude APHG-SFHPO « Pour une nouvelle histoire de la guerre froide », Sorbonne, 21 mars.

- Intervention, avec M. le sénateur Loïc Hervé, à la conférence « La Défense de l'UE face au retour de la guerre en Europe », IAE Savoie Mont Blanc, Annecy-le-Vieux, 26 mars.



**Céline MARANGÉ**

- Animation du Book Club « Front de l'Est » autour du livre de Ioulia Shukan, *Citoyennes soignantes. Guerre, femmes et fabrique du commun en Ukraine* (Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2025), École militaire, 10 mars.

- Conférence sur la guerre en Ukraine pour le CEMS Air, École militaire, 11 mars.

- Participation aux Mardis du Grand Continent, « La guerre selon Donald Trump : jusqu'où ira-t-il ? », École normale supérieure, 17 mars.

- Co-animation de la séquence du Paris Defense and Strategy Forum intitulée « Le soutien militaire et humanitaire à l'Ukraine : Peut-on faire plus et mieux ? », École militaire, 24 mars.

- Participation avec Susan Stewart au café stratégique animé par Daniel Desesquelle sur l'avenir de la sécurité européenne, PDSF, 25 mars.



**Mathieu MÉRINO**

- Mission de recherche en Guinée portant sur les questions politiques et sécuritaires, 1<sup>er</sup>-20 mars.

- Participation à un séminaire de travail avec l'équipe du rectorat de l'Université Julius Nyerere de Kankan (Guinée) en appui à la publication de la prochaine *Revue des lettres, sciences*

humaines et de l'éducation (ReLSHE), Kankan, Guinée, 7 mars.

- Intervention : « L'Afrique au cœur des recompositions géopolitiques contemporaines : souveraineté, sécurité collective et trajectoire de développement », dans le cadre de la conférence scientifique de l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry, Conakry, Guinée, 14 mars.

- Animation d'un cours-séminaire portant sur la méthodologie de recherche aux étudiants en thèse de l'École doctorale des sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion de l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry, Conakry, Guinée, 16-17 mars.

- Intervention : « Les conséquences de la crise dans le golfe Persique pour l'Afrique », dans le cadre du webinaire de la Commission Afrique des Conseillers du commerce extérieur de la France (CCE), Paris, 25 mars.

- Intervention : « Les dynamiques politiques et sécuritaires en Afrique vues d'Europe », dans le cadre du séminaire de haut niveau franco-chinois de la Direction de l'enseignement militaire supérieur (DEMS), Paris, 31 mars.



### Philippe PERCHOC

- Intervention à la conférence « Les nouvelles menaces vues depuis les Pays baltes », organisée par l'École de guerre, École militaire, 9 mars.

- Intervention au colloque « La défense européenne à l'épreuve : comment transformer la coopération en puissance collective ? », organisé par l'Académie de défense de l'École militaire, PDSF, 26 mars.



### Carine PINA

- Intervention : « La RPC et les communautés chinoises outre-mer : la mobilité au service de la puissance », Licence professionnelle « Analyste criminel opérationnel, sécurité, défense, renseignement », Cnam et l'Académie du renseignement (Acadre), 6 mars.

- Organisation du séminaire « Évolution et modernisation de l'industrie de défense aéronautique chinoise depuis 1949 », avec pour intervenante Ariane Thévenet, École militaire, 10 mars.

- Intervention : « La nouvelle géopolitique chinoise : ambitions, stratégies, rivalités », IHEDN, Session Bourgogne Franche-Comté, Besançon, 25 mars.



### Audrey PLUTA

- Obtention de la deuxième place du Prix de thèse 2026 de l'Académie diplomatique et consulaire (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) pour sa thèse « L'ordre de la démocratie. Syndicats policiers et professionnels de la "réforme" sécuritaire en Tunisie (2011-2021) », mars.



### Maud QUESSARD

- Interviewée par Solenne Bertrand, « Pourquoi l'Iran étend sa riposte aux pays du Golfe ? », *Le Parisien*, 28 février.

- Interviewée par Simon Barbarit, « [Guerre en Iran : comment Donald Trump peut-il justifier l'intervention auprès des Américains ?](#) », Public Senat, 2 mars.

- Audition devant la Commission d'enquête « [Vulnérabilités systémiques dans le secteur du numérique](#) », avec Henri Verdier, directeur général de la fondation Inria ; David Chavalarias, directeur de recherche au CNRS, et Robin Berjon, directeur de l'agence Supramundane, Assemblée nationale, 10 mars.

- Interviewée pour le JT de 20h, TF1, 10 mars.

- Médias : « Le Grand Dossier » : « Trump et l'Iran », avec George Malbrunot, Grégory Philipps et Elizabeth Sheppard, LCI, 10 mars.

- Médias : « 60 minutes Fauvelle », avec Louis Gauthier et Monsieur l'ambassadeur du Liban Ziad Taan, BFMTV, 10 mars.

- Conférence : présidence de la table ronde et intervention au colloque organisé par le centre Thucydide « Les Alliés des États-Unis face à Trump », avec Rachid Chaker (Université Catholique de Lille) et David Garibay (Université Lyon 2), 17 mars.

- Médias : « Sens public », présentée par Thomas Hugues, « Iran : Trump a-t-il encore des alliés ? » avec Guillaume Lasconjarias (IHEDN) et Didier Lauras (AFP), Public Senat, 17 mars.

- Podcast : « Planisphère Diploweb », présenté par Pierre Verluise, enregistré le 17 mars (diffusion sur Radio Notre-Dame jusqu'au 31 mai).

- Médias : « 28 Minutes », présentée par Elizabeth Quin, « Moyen-Orient : une aubaine pour la Russie ? » avec Igor Delanoe et Paul Gogo, Arte, 18 mars.

- Médias : « Parlons-en », présentée par Pauline Paccard, « Iran : Trump, le flou stratégique ? » avec Paymon Azmoudeh et James André, France 24, 18 mars.

- Conférence : organisation de la table ronde IRSEM/DGRIS « Towards a European-led NATO? Alliances, Autonomy, and Adaptation in a Shifting World Order », avec le général de corps aérien Cyrille Carcy (OTAN-UE), Amélie Zima (IFRI), Andrew Novo (Georgetown University), Jonathan Paquin (Université Laval), Peter Thompson (NDU), Samuel Faure (IRSEM), Elie Baranets (IRSEM), Paris Defence Strategy Forum, 24 mars.

- Podcast : « Horizons stratégiques » (DGRIS), présenté par Anaïs Monteiro, avec le général du corps aérien Carcy, le professeur Jonathan Paquin (Université Laval) enregistré à l'occasion du PDSF, 24 mars.

- Conférence : organisation et modération de la conférence OPEXAM-USN, « Les États-Unis face à la recombposition des alliances dans un monde en fragmentation », avec Jonathan Paquin (Université Laval), Andrew Novo (Georgetown University et NDU) et Jean-Baptiste Velut, Université Sorbonne-Nouvelle, Paris, 25 mars.



**Clément RENAULT**

- Entretien : « Nucléaire iranien : quelle est la réalité de la “menace” invoquée par Trump pour justifier sa guerre ? », *Libération*, 3 mars.

- Conférence sur les biais cognitifs auprès de l'École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP), 6 et 19 mars.

- Intervention à la table ronde « Intelligence Failures: How to Fix and Avoid Them », Paris Defense and Strategy Forum (PDSF), École militaire, Paris, 24 mars.

- Conférence : « From Intelligence to Policy-Making », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 24 mars.



**Yaodia SÉNOU-DUMARTIN**

- Publication : avec Anne-Hélène Bertana (dir.), « [L'écriture des constitutions en période de conflit armé – Étude interdisciplinaire](#) », Étude 132, IRSEM, 12 mars.

- Intervention à la table ronde « Les nouvelles constitutions : quels contenus ? », colloque « En Afrique, les ordres constitutionnels en question(s) », organisé par CERCLE et l'association Nouvelle Afrique contemporaine avec le soutien de la Région Nouvelle-Aquitaine, Université de Bordeaux, 20 mars.



**Eugénie STOCLET**

- Publication : coordination, avec Adrien Fauve, du numéro spécial « Enjeux environnementaux en Asie Centrale » des *Cahiers d'Asie centrale*, n° 29, mars.



**Hugo TIERNY**

- Intervention : « Dénier ou douter ? La dissuasion dans le détroit de Taïwan à l'épreuve de Trump 2.0 », Sciences Po Lille, 9 mars.

- Communication : « Taïwan dans la pensée stratégique et navale chinoise.

Permanences géohistoriques d'un espace maritime fortifié (XVII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles) », Journées jeunes chercheurs en études taiwanaises, Université Bordeaux Montaigne, 12 mars.

- Intervention au webinaire « Chine, États-Unis, Taïwan : recombpositions capacitaires et ajustement des postures stratégiques dans le détroit », Fondation pour la recherche stratégique (FRS), 17 mars.

- Publication : « [Empreintes de la Chine à l'étranger](#) », Veille stratégique 2, IRSEM, 26 mars.



**Victor VIOLIER**

- Invité de l'émission les « Matins du samedi » sur le thème « La recherche en contexte autoritaire », France culture, Paris, 14 mars.

- Co-organisation, avec Sarah Daoud et le groupe de recherche AFSP CoBRA, de la journée d'étude « Protéger l'enquête : enjeux scientifiques et éthique », Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Paris, 20 mars.

- Conférence : « Enquêter sur l'administration russe : un retour d'expérience de recherche en sciences humaines et sociales », comité Russie, École de guerre, École militaire, Paris, 23 mars.

- Co-organisation et co-animation, avec Céline Marangé, de la table ronde « Le soutien militaire et humanitaire à l'Ukraine, peut-on faire plus et mieux », Paris Defense and Strategy Forum (PDSF), École militaire, 24 mars.

- Communication : « Les savants et le politiste. Comparaison vernaculaire et raison scientifique aux marges de l'administration russe », discutée par Aude Merlin (cevipol, ULB), Université libre de Bruxelles, 25 mars.

- Organisation d'un workshop (atelier) en anglais « Discount Russian military power with Ai-generated intel-

ligence » en présence de Stephan De Spiegeleire (HCSS) et Adam Stulberg (Georgia Tech), École militaire, Paris, 27 mars.



**Océane ZUBELDIA**

- Intervention : « Drone Governance in Europe: Innovation, Security and Defence », événement organisé conjointement par IRSEM Europe, CRITIC et Canergie Europe, Bruxelles, 18 mars.

- Interviewée dans « L'Europe et les drones : comment aligner innovation, sécurité et défense », Euradio, présentée par Mathilde Boht, l'équipe de Géopolis, Bruxelles, 19 mars.

- Participation au séminaire fermé « Technological Security in the Twin Transition: Economic Security and the Climate Costs of the New Tech Revolution », organisé par Carnegie Europe, EU Cyber Direct et The Hague Program, 20 mars.

- Citée par Marie Scharff, « C'est une arme "rustique" qui bouscule la guerre : tout ce qu'il faut savoir sur le drone Shahed iranien », *L'Usine nouvelle*, 23 mars.

- Organisation de la table ronde « Durabilité environnementale, durabilité opérationnelle : les armées à l'épreuve du temps », avec Marine de Guglielmo-Weber, Emma Dousset, Noémie Rebière, Aurélien Trébouvil et Pierre Hrycaj-Weber, Paris Defense Strategy Forum, École militaire, Paris, 25 mars.

- Échange avec les Personnalités d'Avenir France-Canada sur les questions de souveraineté et d'innovation, IRSEM, 25 mars.

- Participation au séminaire fermé « Operational Continuity in a Contested Energy Transition », RUSI Europe, Bruxelles, 26 mars.

**À VENIR**

**1<sup>er</sup> avril : Séminaire « La constitution comme facteur de conflit armé dans l'État », avec Yaodia Sénou Dumartin (IRSEM) École militaire, amphithéâtre Sabatier, 18h-19h30. [Inscription.](#)**



Prenant le contrepied de la présentation classique de la constitution, selon laquelle la celle-ci serait une norme pacificatrice des rapports sociaux, la thèse de [Yaodia Sénou Dumartin](#), intitulée *La constitution comme facteur de conflit armé dans l'État : recherche interdisciplinaire*, examine les potentialités conflictuelles de la constitution. Fondée sur une méthode interdisciplinaire associant la méthode économique (théories économiques et économétrie) à l'analyse juridique, la thèse envisage la constitution en tant que déterminant du conflit armé interne et attribue un poids aux différents facteurs constitutionnels dans la survenance de celui-ci. Aussi bien la lettre de la constitution que la pratique de celle-ci peuvent détenir une charge conflictuelle. Les dispositions constitutionnelles écrites peuvent s'avérer conflictuelles dans la mesure où elles actent une répartition des compétences, déterminent des droits et libertés fondamentaux, consacrent une identité. La pratique constitutionnelle est susceptible d'assumer un rôle encore plus important dans la survenance du conflit armé puisqu'elle conditionne la mise en œuvre effective des principes pacificateurs de la constitution, l'appropriation par le peuple de la constitution ou encore la défiance envers celle-ci. La pratique constitutionnelle contribue alors à faire de la constitution une alternative au recours à la violence ou au contraire l'encourage.

La thèse, publiée avec le concours de l'IRSEM et du CERCCLÉ, a obtenu le Prix de thèse de la Chaire Défense & Aérospatial 2023, le Prix de thèse de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie 2024 et la mention spéciale du prix de thèse de la Maison des sciences de l'homme de Bordeaux 2024.

**7 avril : Book Club « Fronts de l'Est – Autoritarisme numérique en Russie : répression et résistance », École militaire, amphithéâtre Moore, 17h30-19h. [Inscription.](#)**



La prochaine rencontre du Book Club « Fronts de l'Est » aura lieu le mardi 7 avril de 17h30 à 19h à l'École militaire. Elle portera sur les nouvelles formes d'autoritarisme en Russie : le cas de l'Internet.

Nous recevrons Françoise Daucé, Benjamin Loveluck et Francesca Musiani qui présenteront en français leur livre : *Digital Authoritarianism in the Making. Repression and Resistance on the Russian Internet* (Cambridge, MA, MIT Press, 2025).

En Russie, l'autoritarisme numérique s'est progressivement imposé sur un réseau internet qui était libre à ses débuts. Entre le début des années 2010 et la guerre totale contre l'Ukraine en février 2022, une multitude de contraintes juridiques, économiques, techniques et algorithmiques ont enserré l'espace numérique, tout en suscitant des critiques et des contournements. L'ouvrage documente ces contrôles et ces résistances, et s'interroge sur le devenir de ce régime numérique une fois la guerre venue.

La discussion sera animée par [Céline Marangé](#) et [Victor Violier](#), chercheurs à l'IRSEM, en présence des trois coordinateurs de l'ouvrage, qui sont de fins connaisseurs du pouvoir russe et du fonctionnement d'Internet :

**Françoise Daucé** est directrice d'études à l'EHESS et membre du Centre d'études russes, caucasiennes, est-européennes et centrasiatiques (CERCEC).

**Benjamin Loveluck** est professeur junior en science politique, titulaire de la Chaire Régulation du numérique à l'université Paris-Panthéon-Assas.

**Francesca Musiani** est directrice de recherche au CNRS et directrice du Centre Internet et Société (CIS).

Le livre en anglais peut être téléchargé : <https://direct.mit.edu/books/oa-edited-volume/6043/Digital-Authoritarianism-in-the-MakingRepression>

Il s'agit de la version actualisée et augmentée de leur livre publié plus tôt en français : *Genèse d'un autoritarisme numérique. Répression et résistance sur Internet en Russie (2012-2022)*, Paris, Presses des Mines, 2023.

Le livre peut aussi être téléchargé en français : <https://books.openedition.org/pressesmines/9058?lang=fr>

**8 avril : Séminaire « L'Égypte sous la Présidence Al-Sissi : entre ambitions de la « Nouvelle République » et contraintes structurelles », École militaire, salle 48, 10h-12h. [Inscription.](#)**



L'Égypte se trouve confrontée à une crise régionale parmi les plus graves de son histoire récente. Marqué par le conflit à Gaza depuis le 7 octobre 2023, son environnement s'est dégradé de manière inédite avec l'entrée en guerre d'Israël et des États-Unis contre l'Iran en mars 2026, alors que sévissent la guerre soudanaise et l'instabilité en Libye. L'Égypte occupe en effet une position géographique singulière, au carrefour de trois continents et de deux mers reliées par le canal de Suez. Outre ces fortes perturbations régionales, Le Caire doit répondre à des défis considérables à la fois structurels et environnementaux mais aussi démographiques, y compris migratoires.

Trois chercheurs interviendront et dresseront un panorama des actions entreprises par le pouvoir égyptien ou la « Nouvelle République » pour appréhender ces défis et tenter d'y faire face :

**Youssef El Chazli** est maître de conférences en sociologie politique des mondes arabes et directeur du département Sciences sociales des Mondes méditerranéens à l'Université Paris 8.

**Sara Tonsy**, chercheuse en science politique (Mesopolhis, IEP d'Aix-en-Provence) et responsable pédagogique au Collège universitaire de Sciences Po Paris, travaille actuellement sur les discours autour de la crise économique en Égypte, en comparaison avec d'autres pays de la région. Elle fait également partie de l'équipe du projet ERC CLOSER

(Party Systems and Social Cleavages in the Post-Ottoman Space of the MENA Region).

**Manon Laroche** est doctorante en science politique au Centre Thucydide et affiliée au Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (CEDEJ – UMIFRE/

CNRS) du Caire. Ses recherches portent sur la fabrique de la politique étrangère de l'Égypte depuis 2013. Elle enseigne les science politique et relations internationales à l'Université Paris-Panthéon-Assas où elle a été ATER, et a enseigné à l'Université du Caire dans la filière de science politique.